

CDEN du 13 juin 2019

Déclaration des représentants des personnels du SNUipp-FSU

Chers membres du CDEN représentants des parents, des DDEN, des élus, des personnels, de l'administration de l'éducation nationale, de la préfecture, soyez les bienvenus dans une des assemblées "*fastidieuses où on cultive les jeux de rôle*". C'est notre ministre, Jean Michel Blanquer qui l'estime : nos débats, nos échanges ne sont que jeux de rôles. C'est pourquoi il avait fait adopter en commission des lois à l'Assemblée un article qui lui permettait de modifier par ordonnance, selon son bon plaisir, la composition des CAEN et CDEN. Ces assemblées où les communautés éducatives peuvent s'exprimer pourraient être reprises en main et modifiées dans leur composition, au bon vouloir du ministre. Vous comprendrez qu'en Blanquérie, la critique n'a pas bonne presse. C'est pourquoi il tente de verrouiller de toutes parts les velléités revendicatives.

Avec l'article 1 de sa loi, le ministre entend, au titre de l'exemplarité, couper le sifflet des critiques enseignantes. On a beau nous dire que cet article ne change rien, il n'y a qu'à observer le nombre de collègues mis sous pression dans nombre de départements par leur administration dès qu'ils critiquent, hors du cadre de leur fonction, la politique du ministère.

Avec le démantèlement du CNESCO et la mise en place du Conseil de l'Évaluation de l'École, le ministre interdit tout débat contradictoire sur les politiques éducatives puisqu'il nommera la majorité des membres de cette nouvelle entité dévolue à l'évaluationnisme ministérielle.

Avec la loi fonction publique, le gouvernement signe sa volonté manifeste d'éloigner les personnels des décisions les concernant et d'imposer l'opacité au paritarisme.

A tous les niveaux, les voix discordantes se tairont et laisseront, enfin, place au déploiement de l'école passéiste chère à nos ministres

Ce jeudi 13 juin, jour de la commission mixte paritaire entre le Sénat et l'Assemblée nationale, est un jour de grève nationale à l'appel du SNUipp-FSU.

Enseignants, chercheurs, parents, élus n'entendent pas se laisser confisquer l'école de la République par le projet rétrograde du ministre.

Partout en France, nous disons non à l'école du tri social que permettrait cette loi. Les établissements internationaux, pouvant être financés par des fonds privés, dérogeant aux instructions officielles pour les plus nantis et l'école de la République pour les autres.

Partout en France, nous disons non au transfert de fonds publics vers le privé. C'est sous couvert de scolarisation obligatoire à 3 ans que le ministre organise le financement des écoles maternelles privées tout en ne donnant pas les moyens de réellement scolariser les enfants qui en auraient besoin dans les DROM.

Partout en France, nous nous opposons à la précarisation du métier d'enseignant. Les étudiants contractuels n'ont pas vocation à assurer l'enseignement dans les classes. Enseigner est un métier qui s'apprend. Le ministre Blanquer, autrefois à l'origine de la suppression de la formation initiale, en 2010, sait bien qu'un contractuel est bien plus malléable qu'un fonctionnaire, protégé par un statut et porté par des valeurs. Celles de servir la nation et non les partis-pris politiques d'un ministre marqué par un parcours militant au sein de l'association réactionnaire Agir pour l'école. **Partout en France, aux injonctions et aux prescriptions hiérarchiques, impulsées par le ministère, le SNUipp-FSU oppose le « pouvoir d'agir »** des acteurs et actrices de l'école, la liberté pédagogique, les collectifs de travail, la culture professionnelle nourrie de son histoire pédagogique.

Notre combat pour une école émancipatrice va de pair avec celui pour les services publics. Le SNUipp-FSU s'oppose fermement au projet de loi de transformation de la Fonction publique qui va mettre à mal le service public et l'école. Ce projet modifie en profondeur le recrutement, la gestion des personnels et fragilise le statut des fonctionnaires. Sous couvert de modernisation et de rigueur, c'est plus de contrats, moins de recrutements statutaires, une gestion budgétaire restreinte à une vision comptable, qui passe par la suppression de 120 000 postes, le new management public, l'externalisation de services publics...

Nous le réaffirmons une nouvelle fois: les services publics ne sont pas un coût mais bien un investissement socialement consenti, au service de tous et tout particulièrement des moins bien lotis. En grande partie dans le conseil national de la résistance, nos aïeux ont fait des choix, ceux de la solidarité intra et intergénérationnelle, ceux des services publics pour tenter d'assurer à tous un niveau d'éducation, de vie, d'indemnisation, de retraite, de soin, de sécurité...décent. Parmi les nombreuses réformes, pièces du puzzle Macron, celle des retraites a pour objectif de faire travailler toujours plus pour gagner toujours moins. Il y a tout lieu de penser que les enseignants notamment du 1er degré seront particulièrement affectés.

La FSU et le SNUipp exigent le maintien du code des pensions et une autre répartition des richesses qui permettra le maintien de cette conquête sociale collective unanimement plébiscitée : nos retraites !